

REVUE DE PRESSE

Le 23 mai 2024

JOURNAUX **PRESSE** **Radio** information
télé
MÉDIAS *Médias*
sociaux

Afin de se conformer à la Loi sur le droit d'auteur,
la FCSSQ détient une licence autorisant une
redistribution électronique restreinte de ce document.



La Fédération
des centres de services
scolaires du Québec

PRODUIT PAR

influence



VITALITÉ DU FRANÇAIS

UN QUÉBEC FRACTURÉ ENTRE LES GÉNÉRATIONS ET SES RÉGIONS

Le tout dernier rapport quinquennal de l'Office québécois de la langue française (OQLF) brosse le portrait d'un Québec linguistiquement divisé.

HUGO PILON-LAROSE, LA PRESSE

Montréal, Gatineau et le reste du Québec

Dans son rapport, qui a été déposé mercredi au Salon bleu par le ministre de la Langue française, Jean-François Roberge, l'OQLF présente 18 grands constats sur l'état de santé du français au Québec avec des thèmes comme les jeunes et la culture, la langue d'enseignement et de travail, le contexte démolinguistique, l'immigration ou encore les disparités régionales, qui sont abordées pour la première fois par l'organisme.

Dans les régions métropolitaines de recensement (RMR) de Montréal et de Gatineau, « la proportion de la population qui est capable de soutenir une conversation en français a diminué » plus qu'ailleurs au Québec. Dans ces deux villes, « le tiers des adultes utilisent régulièrement l'anglais à l'extérieur de la maison ».

De plus, « la part de personnes travaillant principalement en français a davantage décliné dans ces deux territoires que dans les autres régions du Québec ».

L'effet des réseaux sociaux

Chez les plus jeunes, l'OQLF suit attentivement leurs comportements linguistiques et culturels, particulièrement sur les réseaux sociaux. La présidente-directrice générale de l'organisme, Dominique Malack, affirme qu'il s'agit d'une « source de préoccupations importantes », non seulement en raison de la strate démographique qu'ils représentent, mais aussi parce que « leurs comportements linguistiques vont définir les prochaines décennies ».

« Au Québec, [le tiers des] personnes de 18 à 34 ans disent préférer travailler à la fois en français et en anglais ou uniquement en anglais », indique l'OQLF dans son rapport. De plus, « la majorité des 18 à 34 ans utilisent couramment l'anglais pour [...] publier sur les réseaux sociaux, jouer à des jeux vidéo, écouter des balados ou faire du magasinage en ligne ».

« On a parlé de la démarcation régionale [sur le français], mais il y en a une générationnelle aussi », affirme Mme Malack. Selon la PDG, « la question des plateformes vient changer la donne », et l'OQLF surveillera de près si les jeunes retrouveront des comportements culturels et linguistiques similaires aux générations précédentes en vieillissant, ce qui serait une bonne nouvelle pour la vitalité du français.

Le français au collégial

En matière d'enseignement, parmi les cégépiens montréalais provenant du secondaire en français, « un sur quatre étudie dans un collège anglophone ». Ailleurs au Québec, cette part est passée de 3,1 % à 5,5 %.

« Malgré les avancées de la scolarisation en français [au primaire et au secondaire], qui sont un résultat de l'adoption de la [Charte de la langue française, en 1977], on observe un attrait grandissant, parmi les jeunes scolarisés en français au secondaire, à poursuivre leurs études en anglais plutôt qu'en français au collégial », affirme l'OQLF.

Notons que le gouvernement Legault a mis en place de nouvelles exigences pour que les francophones et les allophones qui étudient dans les cégeps anglophones réussissent l'épreuve uniforme de français avant d'obtenir leur diplôme.

Pouvoir converser en français toujours stable

D'autres indicateurs du rapport de l'OQLF présentent une certaine stabilité pour le français, notamment en ce qui concerne la capacité des Québécois à converser dans la langue officielle de la province.

De 2016 à 2021, la part de la population qui connaissait suffisamment le français pour soutenir une conversation est passée de 95 % à 94 %.

« Les phénomènes linguistiques se déroulent sur le très long terme. Perdre 1 à 2 % sur une période de cinq ans, ce n'est pas alarmant, mais quand on regarde avec un recul sur des décennies, c'est là qu'on peut constater le déclin », affirme Dominique Malack.

Le commissaire à la langue française, Benoît Dubreuil, formulera ultérieurement des recommandations au gouvernement en fonction des constats de l'OQLF.

Au-delà du « Bonjour, Hi »

En matière de langue utilisée au travail, « la part de personnes utilisant le plus souvent le français au travail a légèrement diminué (s'établissant à 80 % en 2021) au profit de la part de personnes utilisant le plus souvent l'anglais (14 % en 2021) ». Pour l'OQLF, « il s'agit du

prolongement d'une tendance, puisque la part de personnes travaillant principalement en français a diminué à chaque recensement après celui de 2006 ».

Dans les commerces, malgré les nombreuses dénonciations du « Bonjour, Hi » à Montréal, « le service est spontanément donné en français neuf fois sur dix ».

« Les résultats obtenus en 2023 concernant six zones urbaines du Québec montrent que l'impossibilité de se faire servir en français est un phénomène marginal », ajoute-t-on. Sur l'île de Montréal, dans 90 % des cas, « le service est donné en français par le personnel à la suite d'une question posée en français par la cliente ou le client ».

Le développement immobilier effréné pointé du doigt

DOMINIQUE SCALI
Le Journal de Montréal

La situation scolaire à Saint-Lin-Laurentides est «catastrophique», selon Mathieu Maisonneuve, le maire de la ville qui tente de réparer les dégâts causés par le développement résidentiel effréné des dernières années.

«On pensait plus à attirer les promoteurs immobiliers qu'au bien-être des citoyens [...] jusqu'à ce qu'on frappe un mur», dit-il.

C'est en effet un problème d'approvisionnement d'eau qui a fait réaliser aux dirigeants de la ville que le développement était allé trop loin, trop vite, sans planification urbaine.

Le «gros boum» a eu lieu pendant la pandémie, quand les gens se sont précipités vers les «régions où il fait bon vivre», ajoute Patrick Massé, préfet de la MRC de Montcalm.

PAS D'ÉCOLE SECONDAIRE

En 2021, Saint-Lin a même décrété un moratoire sur les nouvelles constructions résidentielles, qui est toujours en vigueur en attendant de rattraper le retard dans les infrastructures, ajoute M. Maisonneuve.

Il n'y a d'ailleurs aucune école secondaire à Saint-Lin, seulement un projet de construction qui a obtenu le feu vert en 2022.

Tout cela, dans un secteur qui compte beaucoup d'élèves vulnérables. Selon les dernières données du ministère de l'Éducation, 56 % des élèves du CSS des Samares obtiennent leur diplôme cinq ans après leur entrée au secondaire, un des taux les plus bas de la province.

FRÔLER «L'INACCEPTABLE»

Pendant ce temps, le manque d'espace oblige des écoles à fermer des locaux de bibliothèques et de services de garde pour les transformer en classes, en plus d'ajouter des unités modulaires sur les terrains.

«Je ne cherche pas d'excuses, c'est vraiment difficile», dit Nancy Lapointe du CSS des Samares.

Elle avoue d'ailleurs que les changements d'école répétés comme ceux que vit Edouard, «ça frôle l'inacceptable».

Les parents qui ont appris la nouvelle d'un changement d'école la semaine dernière seront d'ailleurs recontactés, assure-t-elle.

Mais pour Cynthia Jarry, le lien de confiance est ébranlé. À chaque changement, elle s'était rangée aux arguments du CSS, qui plaidait pour le mieux-être de son fils.

Elle a à plusieurs reprises constaté que les services promis n'étaient pas au rendez-vous, malgré la bonne volonté des enseignants.



Un 4^e changement d'école imposé à un élève autiste

Des jeunes font les frais d'un boom démographique et du manque de planification

Des parents de Lanaudière dénoncent la succession de changements d'école imposés à leur enfant autiste, dont la mère d'un garçon qui en est à son quatrième revirement en moins de cinq ans.

DOMINIQUE SCALI
Le Journal de Montréal

«Pour être honnête, je me suis mise à pleurer. Je pensais qu'on me niait», raconte Cynthia Jarry.

Le 14 mai, la mère de Sainte-Julienne a reçu un appel de l'école lui annonçant que son fils Edouard devra une quatrième fois changer d'école l'an prochain.

«Ça n'a aucun sens. La routine, pour un enfant autiste, c'est super important», dit celle qui dénonce cette instabilité.

Edouard, 11 ans, a un trouble du langage lié à son diagnostic d'autisme, mais n'a pas de déficit intellectuel. Il aime se faire des amis, mais il préfère «quand les choses sont toujours pareilles», dit-il en entrevue.

Il a fait sa maternelle au régulier et sa 1^{re} année dans une classe spécialisée à l'école Arc-en-ciel, à Saint-Lin-Laurentides.

En raison de la surpopulation, il a été transféré à l'école Du Ruisseau, où il a fait sa 2^e et 3^e année. On a ensuite annoncé à M^{me} Jarry qu'il ferait sa 4^e année à l'école Carrefour-des-Lacs, où tous les services spécialisés seraient réunis.

«INQUIÉTEZ-VOUS PAS»

Chaque fois, elle a pris le temps d'amener Edouard jouer près de sa future école pour atténuer le stress de la nouveauté.

Puis, au printemps 2023, le Centre de services scolaire (CSS) des Samares a décidé qu'Edouard ne ferait pas sa 4^e année à Carrefour-des-Lacs, mais dans une autre ville, à Saint-Calixte.

«On nous a dit : inquiétez-vous pas, il y aura une berline scolaire pour le conduire.» Edouard n'y a jamais eu droit. Ses parents doivent le conduire matin et soir.

Et voilà la goutte qui fait déborder le vase : on le renvoie à l'école Du Ruisseau

l'an prochain. M^{me} Jarry a donc déposé une plainte la semaine dernière.

En cas de surplus de clientèle, certains CSS ont une règle stipulant qu'un élève ne peut être transféré d'école qu'une seule fois. Cette règle n'existe pas à ce CSS.

EXPLOSION DÉMOGRAPHIQUE

De son côté, le CSS explique ces bouleversements par le boom démographique qui touche la MRC de Montcalm, et plus particulièrement Saint-Lin-Laurentides.

«On n'arrive pas à construire et à agrandir les écoles assez rapidement», indique la directrice générale, Nancy Lapointe.

Mais même à l'extérieur de cette zone en explosion, des élèves se font «barrouetter». Le fils de Marie Daigle est en maternelle spécialisée pour jeunes autistes à Joliette. Elle vient elle aussi d'apprendre qu'il devra changer d'école l'an prochain.

«C'est un peu ridicule. On nous dit : je ne peux pas vous garantir que l'année d'après, il ne va pas encore changer d'école», témoigne M^{me} Daigle.



Les causes profondes de la crise de l'éducation

Cette fois, c'est moi, cher lecteur, qui vous demande un service.



On me dit souvent : écrivez sur ceci, lisez cela.

Je vous demande aujourd'hui d'aller lire, dans notre section Faites la différence, une lettre publiée lundi intitulé « Nos universités diplôment des analphabètes fonctionnels ».

TÉMOIGNAGE

On le doit à une chargée de cours à la Faculté des sciences de l'éducation de l'UQAM nommée Pascale Bourgeois.

L'article est saisissant tant par sa lucidité que par le courage de la signataire, considérant son statut précaire.

On pense à tort que la crise de l'éducation chez nous se résume au manque de professeurs, à la vétusté des locaux et à l'omniprésence des écrans.

Ce sont évidemment des problèmes, mais l'éducation est aussi rongée de l'intérieur par un virus sournois.

M^{me} Bourgeois enseigne à de futurs enseignants aux niveaux primaire et secondaire.

Il y a certes de merveilleuses

exceptions, mais beaucoup de ses étudiants ne veulent surtout pas de cours trop ardu sur les fondements historiques et culturels de l'éducation et sur les débats théoriques qui la traversent.

Ils veulent du « concret », de l'« utile », des recettes, des raccourcis.

Ils exigent aussi de bonnes notes, comme s'il existait un droit à la réussite.

L'idéal pour eux serait de réussir sans faire les lectures et sans venir en classe.

En fait, ils ne viennent guère pour apprendre, pour s'instruire, mais pour y obtenir les papiers officiels que le marché du travail exige pour exercer le métier.

Nos facultés d'éducation, dit-elle carrément, « diplôment des analphabètes fonctionnels ».

Ils iront ensuite... enseigner.

En fait, ils sont les produits de ce qu'ils ont eux-mêmes connu à l'école... et qu'ils apprennent maintenant... et qu'ils transmettront aux enfants dont ils auront la charge.

C'est-à-dire ?

C'est-à-dire une façon de concevoir l'école dans laquelle l'enseignant n'est pas une figure de référence et d'autorité.

L'enseignant se voit plutôt comme un ami, un grand frère, un accompagnateur, un guide, une sorte de moniteur de camp de vacances.

Cet enseignant s'est fait dire, du

temps où on le formait, que l'enfant devant lui est un petit être fragile qu'il ne faut pas brusquer, et duquel il ne faut pas trop exiger pour ne pas lui faire connaître l'échec et la perte d'estime de soi.

REPENSER

Nous sommes passés, dit-elle, d'une « éducation centrée sur les connaissances à une éducation centrée sur l'enfant, collée sur ses besoins, ses intérêts individuels ».

Cela sonne bien : « centrée sur l'enfant », « ses besoins », « ses intérêts individuels ».

On s'imagine prioriser, dit-elle, « l'épanouissement personnel, le bien-être, le bonheur ».

Le problème est que cela donne des jeunes qui ne sont ni plus épanouis, ni plus heureux, et dont le narcissisme, l'inculture et l'anxiété sont frappants.

Il faut revoir de fond en comble le recrutement et la formation des futurs enseignants.

Personnellement, je vois mal comment on pourrait confier cette tâche à ceux qui font partie du problème.

MANITOU • 30 ÉLECTRIQUE

KIA
ALBI
100% ÉLECTRIQUE
1-855-474-2111

LA VENTE EST ENFIN DE RETOUR!
OUI OUI C'EST MAINTENANT!

Voici nos véhicules 100% électrique
Tous disponibles pour essai routier

L'utilisation du français en déclin chez les jeunes, selon l'OQLF

La Presse Canadienne

La scolarisation en français augmente, mais la part de la population qui connaît suffisamment cette langue pour soutenir une conversation diminue et les jeunes utilisent davantage l'anglais en ligne que leurs aînés, notamment pour communiquer à un plus grand auditoire.

Voilà quelques-uns des constats tirés du Rapport sur l'évolution de la situation linguistique au Québec, publié mercredi par l'Office québécois de la langue française.

Les jeunes utilisent l'anglais au travail et en ligne

Les personnes de 18 à 34 ans sont proportionnellement plus nombreuses que leurs aînés à maîtriser la langue anglaise et sont également plus nombreuses à l'utiliser.

Ainsi, le tiers des 18-34 ans affirment préférer travailler «à la fois en français et en anglais ou uniquement en anglais, ou n'ont tout simplement aucune préférence quant à leur langue de travail», selon le rapport.

Une majorité de la population québécoise de cette tranche d'âge utilise la langue anglaise dans la vie de tous les jours, par exemple pour échanger sur les réseaux sociaux, jouer à des jeux vidéo, écouter du contenu numérique ou encore faire des achats en ligne.

Selon l'OQLF, une majorité des 18 à 34 ans ont déclaré utiliser «aussi souvent le français que l'anglais ou principalement l'anglais pour publier sur les réseaux sociaux».

Plus précisément, environ 8 jeunes sur 10 publient du contenu sur les réseaux sociaux.

Parmi eux, 44 % publient principalement du contenu en français, mais 55 % d'entre eux publient «soit autant en français qu'en anglais, soit principalement en anglais».

Chez les jeunes francophones, 52 % publient principalement en français. Dans le cas des jeunes allophones, cette part représente 28 %.

Le rapport souligne que les discussions de groupe organisées dans le cadre de l'étude ont montré «qu'il est commun parmi les jeunes de considérer que l'utilisation

de l'anglais dans les publications sur les réseaux sociaux permet une plus grande visibilité ou l'accès à un plus large public».

Le français au travail est en baisse chez les jeunes

Le rapport souligne qu'il y a eu une diminution du nombre de travailleurs de 18 à 34 ans qui déclarent utiliser le français durant au moins 90 % de leur temps de travail, depuis une douzaine d'années. Cette part est passée de 64 % en 2010 à 58 % en 2023, selon le rapport de l'office qui souligne toutefois que cette baisse n'a pas été observée chez les travailleurs de 35 ans et plus.

«Le fait que le pourcentage de personnes travaillant au moins 90 % du temps en français ait été, en 2023, plus faible chez les jeunes (58 %) que chez l'ensemble des travailleuses et travailleurs (66 %) pourrait indiquer qu'il est possible, dans les années à venir, que le niveau d'utilisation du français au travail ne soit plus le même que celui observé en 2023», peut-on lire dans le rapport.

«Fractures générationnelles et régionales»

Les jeunes se démarquent également en utilisant moins le français que leurs aînés en dehors de la maison.

La part de personnes utilisant principalement le français à l'extérieur de la maison est de 74 % chez les 18-34 ans, comparativement à 79 % chez les 35 à 69 ans et 84 % chez les 70 ans et plus.

En ce qui concerne la langue parlée le plus souvent à la maison, le rapport souligne des différences importantes entre certaines régions de la province.

Dans la grande région de Montréal, les francophones représentent 66 % de la population, à Gatineau, ils sont 73 % et dans le reste de la province, 94 %.

«Il y a une fracture générationnelle, mais aussi une fracture régionale et il y a un troisième axe, c'est-à-dire qu'on sait qu'il y a une personne sur trois parmi les travailleurs étrangers temporaires, les demandeurs d'asile, qui ne sont même pas capables de soutenir une conversation en français. Donc, on voit qu'il y a trois

enjeux en particulier», a commenté le ministre de la Langue française, Jean-François Roberge.

Scolarisation en français

Le rapport souligne que la Charte de la langue française, une loi adoptée par l'Assemblée nationale du Québec en 1977, a permis de constater une hausse de la proportion des enfants qui sont scolarisés en français dans les dernières décennies.

Le taux de scolarisation en français a continué de croître au cours des dernières années et il a atteint 91,2 % en 2021, selon l'OQLF.

Toutefois, le rapport indique «qu'on observe un attrait grandissant, parmi les jeunes scolarisés en français au secondaire, à poursuivre leurs études en anglais plutôt qu'en français au collégial».

Sur l'île de Montréal, la part des jeunes nouvellement inscrits au collégial en anglais et qui ont étudié au secondaire en français est passée de 18 % à 25 % entre 2011 et 2021. Le rapport souligne qu'ailleurs au Québec, cette part est passée de 3,1 % à 5,5 %.

Un terrain voisin d'un ancien dépotoir offert pour la nouvelle école de Cap-Rouge

Par Émilie Pelletier, Le Soleil

La Ville de Québec a proposé un terrain boisé adjacent à un ancien dépotoir au Centre de services scolaire des Découvreurs pour la construction de la nouvelle école de Cap-Rouge, a appris Le Soleil. L'offre a été rejetée et le dossier demeure en suspens.

Propriété de la Ville de Québec, le lot en question se situe à la jonction de la route Jean-Gauvin et de la rue de la Promenade-des-Sœurs, à Cap-Rouge.

À la recherche d'un terrain à céder au Centre de services scolaire des Découvreurs pour répondre aux problèmes de débordement des écoles dans l'ouest de la ville, l'administration Marchand lui a suggéré de faire sortir de terre une école primaire neuve sur ce site.

Seule une station de contrôle de la pression de l'eau se trouve présentement sur une petite partie de ce lot boisé, voisin d'un ancien dépotoir.

Le long de la Promenade-des-Sœurs, entre la route Jean-Gauvin et la voie ferrée, les immenses lots appartenant à l'entreprise Veolia ont servi de dépôt de matériaux secs de 1985 à 2009. Des matières résiduelles et autres rébus en «quantité importante» sont toujours enfouis sur le site, apprend-on d'une présentation publique de la Ville tenue en avril dernier.

Le Centre de services scolaire des Découvreurs lorgne plutôt depuis des années un terrain boisé à l'est de l'avenue Le Gendre et au nord du boulevard de la Chaudière pour construire une nouvelle école primaire. Mais dans l'attente d'être fixée sur le sort du tramway, la Ville de Québec refuse de lui céder le terrain.

En remplacement, la Ville n'a donc trouvé dans ses terrains disponibles qu'un seul lot pour lequel elle a formulé dans les derniers mois une proposition, confirme le CSS, dans une réponse à une demande d'accès à l'information consultée par Le Soleil.

En janvier dernier, François Tremblay, un conseiller en développement économique à la Division des projets majeurs urbains de la Ville de Québec, détaille dans les

documents obtenus, à l'attention d'employés du CSS des Découvreurs avoir été mandaté pour «faire un dernier tour de roue sur les sites potentiels pour l'école primaire de Cap-Rouge».

«Mis à part le secteur Chaudière, il reste un site pour lequel nous sommes en analyse plus poussée. La Ville possède un terrain sur la route Jean-Gauvin, à proximité de la rue de la Promenade-des-Sœurs», indique-t-il. Il y parle, cartes à l'appui, d'une «superficie constructible sans contrainte d'environ 13 000 m²».

Le fonctionnaire municipal explique dans un courriel vouloir vérifier «en amont» si le site est susceptible de correspondre aux attentes du Centre de services scolaire, notamment en termes de localisation.

«Je souhaitais simplement tâter le pouls auprès de vous afin de sauver du temps avenant que tous les indicateurs soient au vert à la Ville», précise-t-il dans l'échange rendu public.

Cette suggestion, faite «à titre exploratoire», est la seule reçue par le CSS, confirme le directeur général Christian Pleau, dans une déclaration écrite au Soleil.

«La Ville a en effet proposé, pour discussion, le terrain qui lui appartient situé à l'intersection de la route Jean-Gauvin et de la rue de la Promenade-des-Sœurs», affirme la porte-parole municipale Audrey Perreault.

Bien qu'il soit situé à proximité d'un dépotoir, la Ville avance qu'à sa connaissance, «en date d'aujourd'hui, ce terrain ne serait pas contaminé». Elle soutient également qu'il ne se trouve pas de milieux humides d'intérêt sur le site boisé.

Dans de précédentes réponses publiques, l'administration Marchand a maintes fois soutenu que plus d'une proposition avait été faite au CSS, qui ne les avait pas jugé satisfaisantes.

Le maire de Québec a même appelé le gouvernement Legault à faire sa part et à regarder lui aussi dans ses terrains disponibles pour accélérer le chantier de la nouvelle école primaire, dont l'ouverture projetée a dû être retardée à 2028.

Offre refusée

Pour l'unique offre reçue, le CSS des Découvreurs justifie son refus «principalement parce qu'il nous apparaît trop éloigné du développement domiciliaire du secteur Le Gendre. Nous visons une école au cœur de son quartier où une majorité d'élèves pourront s'y rendre à pied», défend le directeur général, toujours avec l'«espoir que le site original sera retenu au terme de l'analyse en cours».

«La Ville tient à rappeler que cette proposition n'est pas celle qu'elle privilégiait pour le développement d'une école», indique également la porte-parole Audrey Perreault. Mais à défaut d'orientations plus claires sur le développement du secteur, dans l'attente d'être fixée sur le sort d'un futur projet de transport collectif, le meilleur emplacement pour l'école reste encore à être déterminé.

«Dès que le gouvernement va nous donner des indications, on va aller de l'avant», faisait valoir le maire Marchand en conseil municipal, le 2 avril dernier.

«Double discours»

Depuis sa proposition déclinée par le Centre de services scolaire des Découvreurs, la Ville de Québec a changé son fusil d'épaule pour le développement des terrains à l'angle de la route Jean-Gauvin et de la rue de la Promenade-des-Sœurs.

Trois mois plus tard, en assemblée de consultation publique, le 17 avril, elle présentait aux citoyens son intention d'acquérir et de conserver les lots appartenant à Veolia «afin de protéger les milieux humides et le boisé». Le site, disait-on dans la présentation, est répertorié comme un milieu naturel d'intérêt et présente un potentiel de restauration.

Une preuve du «double discours» de l'administration Marchand, critique l'opposition officielle.

«La Ville nous dit d'un côté qu'elle veut le protéger, et de l'autre, qu'elle va le donner à une école. C'est parler des deux côtés de la bouche», remarque Louis Martin, conseiller municipal de Cap-Rouge—Laurentien, en entrevue au Soleil.

Même s'il reconnaît qu'il n'existe «pas 1000 choix» de terrains pour la construction d'une nouvelle école, l' élu presse la Ville de trouver une entente avec le Centre de services scolaire dans le dossier.

«L'argent est prêt, tout est prêt, il faut juste que la Ville donne le terrain et elle ne semble pas vouloir comprendre l'urgence. Le maire dit qu'il préfère l'imperfection au néant. Dans ce dossier-là, c'est le néant et les citoyens de Cap-Rouge ne sont plus capables d'attendre.»

ICI  RADIO-CANADA

Un millier de Fillactives au parc de la Terre-des-Loisirs

KATY CLOUTIER

Il faisait beau, chaud et humide mercredi, mais les conditions météorologiques n'ont pas empêché un millier d'adolescentes de bouger au parc de la Terre-des-Loisirs, à Trois-Rivières, dans le cadre du grand rassemblement pour l'activité physique de l'organisme Fillactive.

Parmi elles, les sœurs Valentine et Agathe Canpion Machiels ainsi que Naomi Corcoran. Les trois élèves de l'école secondaire des Pionniers n'ont pas le même âge, mais elles partagent des objectifs.

Je trouve que c'est important de montrer aux autres que les filles, ça peut bouger, même si ce n'est pas tout le monde qui pense ça. Puis on est entre amis, je trouve que c'est important de se le dire, explique Valentine, qui a 12 ans.

Je suis avec mes amies, puis ma sœur, puis on passe du bon temps. Puis aussi c'est important de montrer que même si on est des filles, on peut bouger. Puis on a du fun entre nous. Ce n'est pas tout le temps de la compétition, ajoute Agathe, qui a 14 ans.

Pour avoir un moment mémorable avec mes amies, puis voir tous les gens qui sont vraiment le fun, voir les couleurs, les activités. Puis à chaque année, c'est un peu plus différent. Il y a tel jeu, il y a tel sport, c'est vraiment le fun, renchérit Naomi, qui a 15 ans.

Pendant une vingtaine de minutes, le parc se transforme en piste de danse géante. Sur la scène, la danseuse professionnelle et chorégraphe, mais aussi ambassadrice de Fillactive, Kim Gingras, anime une séance pour les participantes provenant d'une vingtaine d'écoles secondaires de la Mauricie, mais aussi du Centre-du-Québec et même de la Capitale-Nationale et de l'Estrie.

J'ai commencé à danser assez tard, j'avais 15 ans, puis, quand je me suis retrouvée dans la danse, j'ai non seulement eu du plaisir à bouger mon corps, mais ça a été quelque chose qui m'a vraiment aidé pour ma santé mentale, explique Mme Gingras.

Pendant son activité, l'ambassadrice encourage les adolescentes entre deux mouvements. Vous êtes belles à voir!, lance-t-elle depuis la scène.

On ne se tanne pas de voir leur énergie, c'est magnifique, ça se sent [...] c'est beau de voir les gros sourires, puis on se donne comme on peut. Puis c'est ça le but, c'est ça la mission.

- Kim Gingras, ambassadrice de Fillactive

En plus de danser, les adolescentes peuvent parcourir à la marche ou à la course des distances variant entre 2,5 ou 10 kilomètres pendant la journée Fillactive, mais le plus important : elles le font sans chronomètre.

Valentine, Agathe et Naomi ont choisi l'épreuve du 2,5 kilomètres.

L'activité physique, une activité importante pour les jeunes filles

Parmi les organisatrices derrière l'événement, Geneviève Leduc, experte de l'activité physique chez les filles, rappelle que l'objectif est d'amener les jeunes adolescentes à intégrer le sport dans leur vie.

Il faut continuer de leur montrer toute la variété qui existe dans le sport et l'activité physique. Il n'existe pas juste les sports d'équipe, il n'existe pas juste la course à pied. C'est possible aussi des contextes non compétitifs, c'est ce qu'on leur offre aujourd'hui. Pas de compétition, pas de jugement, dit-elle.

Marie-Ève Nault reconnaît l'importance de l'activité physique chez les filles. Avant d'atteindre le podium olympique à Londres, celle qui est désormais directrice générale d'Excellence sportive Mauricie a été une adolescente qui bougeait.

Je pense que ça parle beaucoup de voir le nombre de jeunes filles qui sont ici aujourd'hui, dit-elle.

Depuis 17 ans, Fillactive contribue notamment à mettre en place dans les écoles secondaires de la province des groupes non compétitifs pour permettre aux adolescentes d'intégrer l'activité physique à leur quotidien et de leur inculquer le simple plaisir d'avoir envie de bouger.

C'est avec le sourire aux lèvres et les joues rougies par l'effort et la chaleur que le duo formé d'Agathe et de Naomi franchit la ligne d'arrivée.

Valentine suit quelques minutes plus tard, tout aussi ravie, en retenant de sa journée : que je me suis surpassée, et en promettant d'y participer à nouveau.

À voir son sourire et celui des autres participantes, l'objectif de Fillactive semble avoir été atteint une fois de plus à Trois-Rivières.

ICI  RADIO-CANADA

Les chauffeurs d'autobus scolaires entament une nouvelle vague de grève

JÉRÔME ROY
EMY LAFORTUNE

Une nouvelle vague de grève dans le transport scolaire a commencé mercredi matin dans les secteurs de Sherbrooke et du Haut-Saint-François.

Près d'une centaine de chauffeurs employés des Autobus de l'Estrie et des Autobus la Sapinière vont débrayer jusqu'au 31 mai, à moins d'arriver à une entente.

Rappelons que la convention collective de ces chauffeurs d'autobus est échue depuis bientôt un an. C'est la troisième séquence de grève qu'ils amorcent. Avec ses 10 jours prévus, le débrayage devrait être plus long que les précédents. Sur cinq syndicats, un seul est arrivé à une entente.

Deux rassemblements ont été organisés mercredi. Le plus gros a eu lieu à quelques pas des bureaux de chez Transdev, à l'angle des rues Talbot et Bowen, où une quarantaine de personnes ont convergé. L'autre a été organisé au 150, rue Angus Sud à East Angus.

Les syndiqués, affiliés à la CSN, réclament un meilleur salaire et accusent l'employeur, Transdev, de ne pas redistribuer les sommes allouées par Québec en 2022.

Il y a eu une offre finale par l'employeur au syndicat la Sapinière, une offre de plus de 1,50 \$ de l'heure inférieure à une entente que nous avons eue dans la région. On l'a présentée en assemblée et rejetée à 97 %, a souligné le président de la CSN Estrie, Denis Beaudin.

Ils sont insultés par l'offre. Pour eux, c'est jugé inacceptable et la motivation et la solidarité sont là.

- Denis Beaudin, président de la CSN Estrie

Ils se disent aussi sous la menace d'un lock-out à partir du premier juin.

L'employeur veut qu'on cesse nos moyens de pression. Autrement, il a fait planer la menace de lock-out, ce qui a fait planer énormément de stress et d'anxiété chez nos membres, a martelé le président du syndicat des chauffeurs, Darian Ramirez.

Quand j'ai dit au revoir à mes enfants, j'avais peur de leur dire qu'on ne se reverra peut-être pas avant la fin de l'été, a quant à elle mentionné la chauffeuse Johanne Roy avec émotion.

Le dialogue demeure ouvert entre Transdev et le syndicat et les négociations se poursuivront. Transdev est pleinement engagé pour aboutir à une entente avec le syndicat, a quant à lui assuré Transdev dans un courriel envoyé à Radio-Canada mardi.

Avec les informations de Marie-France Martel, Zoé Bellehumeur et Brigitte Marcoux

ICI  RADIO-CANADA

Grève dans le transport scolaire : reprise des négociations

FABIENNE TERCAEFS

Jusqu'au 18 juin, 2000 élèves pourraient être privés d'autobus scolaires en raison d'une grève des conducteurs... À moins que la rencontre prévue pour mercredi matin entre Autobus Camille Mailloux RDL et le Syndicat du transport de la région Grand-Portage ne porte fruit.

Depuis ce mercredi matin, ces élèves des centres de services scolaires Kamouraska-Rivière-du-Loup et du Fleuve-et-des-Lacs sont privés de transport scolaire.

Dans une entrevue accordée à l'émission *Info-réveil* mardi matin, le président du syndicat, Martin Plourde, a estimé que l'employeur n'était pas près de céder aux demandes de ses membres à court terme. Leurs revendications portent surtout sur de meilleurs salaires.

C'est le seul moyen de pression que l'on a. On n'a comme pas le choix. Je ne vois pas quel autre moyen de pression on pourrait prendre.

- Martin Plourde, président du Syndicat du transport de la région Grand-Portage-CSN

Un premier mouvement de grève d'une semaine a eu lieu en avril sur les mêmes revendications salariales. La convention collective des conducteurs d'autobus est échue depuis juin 2023.

Un chauffeur d'autobus scolaire au Québec gagne près de 25 000 \$ par année en moyenne.

Le syndicat annonce déjà son intention de poursuivre la grève à la rentrée scolaire si aucun accord n'est trouvé avant l'été.

Système D et compréhension

Aux abords de l'école Joly et de l'école secondaire de Rivière-du-Loup mardi après-midi, les parents et grands-parents racontent leur organisation pour les prochaines semaines. On s'organise entre parents. Moi, je demeure à Saint-Éphane. Le matin, ça va être l'autre maman qui va voyager et le soir, ce sera moi. On a pris une entente,

explique Marie-Noëlle Belzile, dont les enfants sont à l'école secondaire.

Autre famille, autre organisation : quand les parents ont des horaires de travail plus compliqués, les grands-parents sont mis à contribution. Ce sont les retraités comme moi qui vont être pris à aller les mener, un après l'autre. J'en ai une à 7 h 30 et le deuxième à 8 h et quelques..., détaille Réginald Dumont.

Contrairement au mouvement du mois d'avril, la grève de ce mois de mai devrait être plus longue et l'organisation des familles devra tenir bon. Je ne serai pas capable [de tenir un mois], j'ai des activités, moi aussi!, s'esclaffe Réginald Dumont dans un sourire. C'est sûr qu'on va essayer de s'arranger parce qu'on n'aura pas le choix, ajoute-t-il.

Mesures compensatoires pour les parents

Le Centre de services scolaire Kamouraska-Rivière-du-Loup rappelle que des mesures d'aide aux parents sont mises en place dès le début de la grève. Au primaire, les enfants qui ne vont habituellement pas au service de garde y ont accès de façon exceptionnelle durant cette période. Une compensation financière sera également offerte aux parents qui transportent leurs enfants, le temps que la grève durera, expliquent les responsables.

Le covoiturage est également encouragé et des mesures de sécurité pour assurer la bonne circulation des véhicules sont prévues aux abords des établissements scolaires.

Estrie et régions

Une activité percutante contre l'alcool au volant à East Angus

Par Lilia Gaulin, La Tribune

Les élèves de quatrième et de cinquième secondaire de la Polyvalente Louis-Saint-Laurent, située à East Angus, ont pu assister à une activité des plus percutantes mercredi afin de les sensibiliser contre la consommation d'alcool au volant.

L'aréna Robert-Fournier s'est véritablement transformé en scène d'accident le temps d'un après-midi. Environ 250 élèves ont regardé avec attention une simulation d'un accident de voiture causé par l'alcool au volant.

Pompiers, ambulanciers paramédicaux et policiers étaient sur place afin de reproduire les gestes qu'ils posent lorsque ces situations se produisent réellement. Fumée, pinces de désincarcération, civières et défibrillateur étaient au rendez-vous.

«On fait vraiment comme si on avait un accident. [...] Je pense que ça va choquer encore plus les gens que ce soit moi. Mes amis, mes collègues, ils vont tous me voir. Ils vont réaliser que ça peut arriver à n'importe qui n'importe quand. Il ne faut pas prendre de chance», a souligné quelques minutes avant le début de la simulation la comédienne et élève de secondaire 5, Amélie Plouffe.

Pour commencer l'activité, une vidéo où l'on peut voir des élèves célébrer et consommer de l'alcool a été présentée. Elle a ensuite laissé place à la simulation de l'accident et à l'intervention des services d'urgence.

Cette activité est une initiative du comité de prévention des dépendances et de toxicomanie de l'établissement scolaire. «Le bal s'en vient. Il va y avoir aussi des festivals. C'est un moment plus propice à la consommation d'alcool et à la conduite malheureusement», souligne Sylvain Landry, psychoéducateur à la Polyvalente Louis-Saint-Laurent et membre du comité de prévention des dépendances et de toxicomanie.

Il s'agit d'une première en cinq ans pour l'école secondaire d'East Angus. Avant la pandémie, des activités similaires ont déjà été réalisées.

M. Landry espère que l'activité de simulation responsabilisera les jeunes et les incitera à s'influencer positivement. Il croit qu'un message par et pour les jeunes peut avoir des impacts positifs.

Il les invite d'ailleurs à faire des choix responsables. «Il y a d'autres options [que la conduite en état d'ébriété]. [...] On veut amener une sensibilisation, une technique d'impact. On recrée vraiment un accident automobile. Il y a des décès, des blessés et une arrestation.»

Tout au long de la simulation, les élèves ont regardé avec attention la scène qui se déroulait devant eux. Le silence régnait dans les estrades de l'aréna Robert-Fournier.

Jackob Ménard, élève de cinquième secondaire, a été touché par la simulation. «J'ai eu les poils hérissés tout le long. [...] J'ai même passé près de pleurer. C'est tous mes amis que je connais. Je ne m'attendais pas à ça», a-t-il mentionné dans les premières minutes suivant la fin de la simulation.

Celui qui a obtenu son permis de conduire il y a environ un mois est «encore plus sensibilisé» à la cause de l'alcool au volant à la suite de la simulation.

Sensibiliser le plus de gens

Dany Robitaille, directeur de la Régie intermunicipale d'incendie de la région de East Angus, estime que cette simulation tombe à point, et ce, à quelques semaines de la fin des classes. Il espère que le plus d'élèves possible seront sensibilisés dans les prochaines années.

«Que ce soit un jeune ou un plus vieux, on ne veut pas d'accident. On fait le travail qu'on a à faire. Notre bête noire, c'est d'arriver sur quelqu'un qu'on connaît. [...] Le meilleur des mondes est qu'on n'ait pas d'ouvrage et

qu'on n'ait pas besoin de ces pinces [de désincarcération]», explique-t-il.

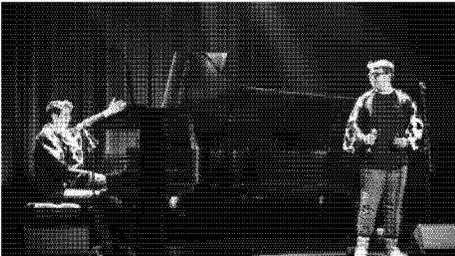
Soutien aux élèves

Une période d'information et d'échanges a aussi eu lieu en fin de journée mercredi. M. Landry affirme que du soutien a été mis à la disposition des élèves.

À la fin de la vidéo, le choix responsable a été présenté aux élèves alors que les comédiens sont repartis à pied vers leur destination au lieu de prendre le volant.

Secondaire en spectacle | Les finalistes se rendront à Thetford Mines

Fabrice Samedy



Crédit photo: Olivier Lamarre.

C'est dans quelques jours que plusieurs jeunes de la région prendront part au Rendez-vous panquébécois (RVPQ) de Secondaire en spectacle, un événement qui se tiendra du 30 mai au 2 juin à Thetford Mines.

Voici la liste des représentants lanaudois qui participeront au plus gros événement culturel pour les jeunes du secondaire.

Catégorie Jeunes artistes :

- Norah Descôteaux et Lya Parent de l'école secondaire Paul-Arseneau pour leur création musicale *C'est comme ça*;
- Hubert Roussel de l'École secondaire des Trois-Saisons pour son numéro de piano *Dernière lune*;
- Maëva Joannette de l'École secondaire Horizon pour son numéro de chant *Voilà*;
- Maria Fé Tapullima de l'École secondaire Des Chutes pour son numéro *Perdue*;
- Christophe Rheault et Étienne Désy de l'Académie Antoine-Manseau pour leur création *Lactose*;
- Louis Michaud de l'École secondaire l'Érablière pour son numéro *Dahlia*.

Catégorie Jeunes animateurs :

- Stevens Dubé-Vaillancourt et Camille Altimas de l'école secondaire Horizon.

Catégorie Jeunes techniciens :

- Vincent Mainville de l'école secondaire l'Érablière;
- Émile Plante de l'École secondaire Horizon;

Les jeunes pourront aussi participer à des formations en arts, à des activités touristiques et à des soirées festives au cours de cette période.

Trois médailles pour 3 écoles au tournoi de basketball

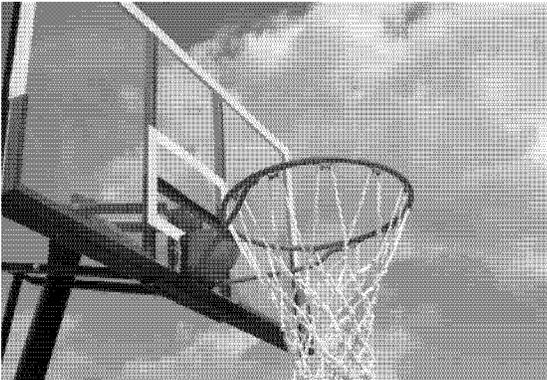


Photo: Pixabay

Marc-Antoine Lessard - FM103,3

Trois écoles secondaires de la région se positionnent avantageusement en basketball.

Elles se sont démarquées lors de la troisième édition du tournoi de basketball trois contre trois du RSEQ Montérégie le 11 mai dernier au Collège Saint-Paul.

L'École secondaire Lucille-Teasdale, l'École secondaire Saint-Jean-Baptiste et l'École d'Éducation Internationale ont chacune remporté trois médailles.

L'École secondaire Lucille-Teasdale de Brossard a d'abord mis la main sur la première place du niveau Benjamin masculin D4 ainsi que les deuxième places des niveaux Cadet masculin D3 et Juvénile féminin D3.

L'École secondaire Saint-Jean-Baptiste de Longueuil a ensuite remporté deux médailles d'or respectivement dans les niveaux Cadet masculin D3 et Juvénile masculin D3 ainsi que la seconde place du niveau Cadet masculin D4.

L'École d'Éducation Internationale de McMasterville a finalement remporté la deuxième place en Benjamin masculin D4 et deux troisièmes places dans les catégories Juvénile masculin D3 et D4.

Deux écoles profiteront de travaux de sécurisation

Par Sylvain Daignault - Initiative de journalisme local



Des travaux de sécurisation seront effectués aux abords des écoles des Glaïeuls et George-Étienne-Cartier à Longueuil. (Photo: Le Courrier du Sud – Archives)

Des travaux de sécurisation des déplacements actifs aux abords des écoles des Glaïeuls et George-Étienne-Cartier (arr. de Saint-Hubert) seront bientôt entrepris par la compagnie Excavation Jonda inc., pour un montant d'un peu plus de 2,7 M\$.

Les travaux à réaliser aux abords de l'école des Glaïeuls sont nombreux et incluent des élargissements de trottoirs sur les rues Pierre-Thomas-Hurteau et des Jonquilles, l'ajout d'une bande cyclable hors chaussée devant l'école, le prolongement d'un sentier multifonctionnel dans le parc des Glaïeuls, l'ajout d'un trottoir sur la rue Ovila-Hamel entre le boulevard Cousineau et la rue des Pivoines ainsi que des travaux de marquage et de signalisation pour l'ajout de bandes cyclables en chaussée.

Du côté de l'école George-Étienne-Cartier, on parle de l'ajout d'un trottoir sur la rue Radisson entre le chemin de Chambly et la rue de Lyon de même que des travaux de marquage et de signalisation.

Les travaux incluent également du resurfaçage sur une partie de la rue Ovila-Hamel, prévus en 2023 et décalés en 2024 pour s'arrimer aux travaux d'ajout de trottoirs.

neomeida

VAUDREUIL-SOULANGES

Un premier projet de règlement est adopté.

Une nouvelle école à Saint-Polycarpe ?

Par Jessica Brisson, Éditrice adjointe. En collaboration avec Marie-Claude Pilon

La Municipalité de Saint-Polycarpe a adopté, le 13 mai dernier, un premier règlement d'emprunt décrétant une dépense de plus de 3 millions de dollars pour l'achat d'un terrain afin d'y implanter une nouvelle école.

Les fonds totalisant 3 078 800 \$ serviront à financer l'achat du terrain, mais également les travaux de voiries, d'infrastructures et pour le prolongement de la rue des Loisirs. Le terrain dans la mire de la Municipalité se trouve à l'extrémité de la rue des Loisirs. Puisqu'il est zoné blanc, aucun changement de zonage ne sera nécessaire.

« Pour le moment, aucune n'entente n'a été conclue entre la Municipalité le Centre de services scolaire des Trois-Lacs ou la Commission scolaire Lester-B-Pearson. On ne peut pas confirmer si ce sera une école primaire ou secondaire ni même si elle sera francophone ou anglophone. Le règlement d'emprunt

est vraiment pour s'assurer que nous serons prêts quand une entente sera conclue », confirmait à Néomédia, Éric Lachapelle directeur général de la Municipalité.

La somme sera remboursable sur une période de 20 ans. Une taxe spéciale imposable sur tous les immeubles, construits ou non, sur le territoire de la Municipalité sera prélevée chaque année durant le terme de l'emprunt.

Rappelons que depuis 2020, les municipalités du Québec sont dans l'obligation de céder aux centres des services scolaires et aux commissions scolaires, les terrains nécessaires pour les nouvelles, ou d'exproprier, à leurs frais, les terrains qui seront cédés aux organisations.

Le règlement d'emprunt 201-2024 sera adopté lors d'une prochaine séance du conseil municipal.

Construction, travaux et améliorations pour les installations du CSSVT



Centre de services scolaire de la Vallée-des-Tisserands

Par Jessica Brisson, Éditrice adjointe

Différents chantiers occuperont les équipes du Centre de services scolaire de la Vallée-des-Tisserands (CSSVT) pendant la saison estivale notamment avec, entre autres, l'installation de classes modulaires, l'aménagement des cours d'école, l'agrandissement de l'école de la Baie-Saint-François.

Au cours de l'été, l'équipe des Services des ressources matérielles – Projets d'investissement (SRM) du CSSVT gèrera ainsi des projets de près de 15 millions de dollars en travaux de rénovation, afin d'assurer un milieu sécuritaire et fonctionnel à l'ensemble de la communauté scolaire pour la prochaine rentrée scolaire.

Les SRM participeront ainsi à la réalisation d'une quarantaine de projets de réfection, de rénovation et d'amélioration des écoles (blocs sanitaires, ventilation, toitures, locaux de classe, bureaux, etc.).

L'aménagement des cours d'école et des gymnases, le remplacement des revêtements extérieurs et des planchers, la rénovation des blocs sanitaires, l'acquisition de mobilier en fonction des besoins physiques et pédagogiques des élèves et des travaux d'asphaltage figurent parmi les principales améliorations. Aussi, afin d'assurer la sécurité des élèves pendant leurs déplacements autour de ces secteurs, la signalisation routière a été réévaluée avec les MRC concernées.

« Notre organisation est fière de pouvoir offrir, chaque année, des infrastructures sécuritaires et des milieux renouvelés à l'ensemble de la communauté scolaire. L'entretien et l'amélioration de nos bâtiments figurent parmi nos grandes priorités. Ainsi, nos équipes des SRM et des services connexes travaillent avec rigueur pour accomplir cette mission », souligne Suzie Vranderick, directrice générale du Centre de services scolaire de la Vallée-des-Tisserands.

Tout savoir sur les classes modulaires

Pendant la période estivale, les équipes des SRM vont également assurer l'installation de classes modulaires dans des écoles primaires de Salaberry-de-Valleyfield et d'Ormstown.

Aménagées comme des locaux standards complets, ces classes sont équipées d'un tableau interactif et du mobilier régulier répondant aux besoins des écoles et des élèves. La finition intérieure est équivalente à celle d'une école conventionnelle et un corridor sécurisé relie chaque modulaire à son école. Ce sont de véritables classes sur mesure, des espaces modernes et même convoités par la communauté.

« Ça fera bientôt trois ans qu'on installe des modulaires dans nos milieux, alors on est en terrain connu et tout devrait se dérouler rondement cette année également. Selon nos prévisions et puisque c'est devenu la norme pour tous les centres de services scolaires au Québec, ces bâtiments seront en place pour quelques années dans l'attente de nouvelles constructions, afin de répondre à la croissance rapide de la clientèle étudiante sur le territoire », précise Geneviève Faubert, directrice des Services des ressources matérielles – Projets d'investissement du CSSVT.

Au sujet du chantier de l'EBSF

Les travaux d'agrandissement de l'école de la Baie-Saint-François se poursuivent et l'achèvement est toujours repoussé cet été selon l'échéancier fourni par l'entrepreneur. Rappelons que cet immense chantier permettra de doubler la superficie de l'école secondaire et de répondre à la hausse de clientèle prévue dans nos milieux scolaires.

L'équipe des SRM ainsi que les ingénieurs et architectes mandatés pour réaliser le projet sont en constante communication avec l'entrepreneur afin de s'assurer de la livraison de nouveaux espaces sécuritaires, conformes et durables; des notions au cœur des démarches de notre organisation.

Le CSSVT est heureux de pouvoir compter sur la collaboration et la bienveillance de ses équipes qui permettent à l'organisation de traverser cette période avec agilité et un regard tourné vers l'avenir.

Au sujet de l'école du secteur Grande-Île

En juin 2022, le ministère de l'Éducation (MEQ) a annoncé un investissement de 40 millions de dollars pour réaliser un projet de construction d'une école primaire dans le secteur Grande-Île à Salaberry-de-Valleyfield.

Depuis, les équipes du CSSVT ont travaillé à l'élaboration de différents plans, ont rencontré les professionnels du milieu et ont procédé aux périodes de consultation nécessaires à la conception de ce nouvel établissement.

Si les prochaines étapes se déroulent selon l'échéancier prévu, la future école pourra accueillir 576 élèves pour la rentrée scolaire 2026-2027. Cette nouvelle construction accueillera entre autres un gymnase double, 6 classes de niveau préscolaire, 18 classes régulières, des locaux pour le personnel administratif et le personnel professionnel, des classes d'arts plastiques et de musique, une salle de motricité, une cuisine pédagogique, des espaces de collaboration et plusieurs autres lieux d'apprentissage et de découverte.

« Les équipes du CSSVT qui ont participé au processus de réflexion entourant la conception de ce nouvel édifice ont fait preuve d'ouverture et d'innovation. L'école disposera d'un carrefour d'apprentissage et d'un espace multifonctionnel, et les espaces collectifs (cafétéria, gymnase, salle polyvalente, etc.) seront centralisés à la jonction des ailes de classes afin d'être facilement accessibles pour les élèves et le personnel », précise madame Faubert.

Le développement du projet va bon train et le déboisement du terrain situé sur la rue La Traversée, dans le secteur Grande-Île, a d'ailleurs débuté en février dernier, signe que les premières pelletées de terre seront éventuellement à notre portée.

« Les équipes poursuivent leurs démarches auprès du MEQ afin d'obtenir les autorisations nécessaires pour accomplir les étapes suivantes. C'est d'ailleurs avec beaucoup d'enthousiasme qu'on annonce que les appels d'offres ont été lancés à la fin avril pour trouver l'entrepreneur qui s'assurera de mener ce chantier à terme dans les meilleures conditions », ajoute madame Vranderick.

À cet effet, selon les exigences et recommandations du MEQ, les premières phases de construction de cette nouvelle école sont envisagées au courant de l'année 2024.

Polyvalente de Disraeli | Un parc d'habileté pour vélo à venir



Marc-Alexandre Brousseau, préfet de la MRC des Appalaches, Jonathan Brochu, directeur de la Polyvalente de Disraeli et administrateur de la Fondation Jeunesse Secondaire Disraeli, Vicky Hamel, enseignante de la concentration plein air de la Polyvalente de Disraeli et Karl Fournier, technicien et coordonnateur de la concentration plein air de la Polyvalente de Disraeli.

La MRC des Appalaches accorde une aide financière de 100 000 \$ à la Fondation Jeunesse Secondaire Disraeli.

L'aide provient de son appel à projets pour le Fonds plein air 2023-2025. Le montant servira principalement à l'aménagement d'une piste d'habileté pour vélo sur le terrain de la Polyvalente de Disraeli et à l'achat d'équipements pour la concentration plein air. Du nouveau matériel pour la pratique du plein air tel que de l'équipement de camping, kayak, trousse de simulation de blessures sera acquis.

Quant au parc d'habileté pour vélo, il permettra aux jeunes d'améliorer significativement leurs compétences
le montagne afin d'être mieux préparés aux sorties terrain à la station récréotouristique du Mont

Le parc d'habileté vélo sera prêt pour l'été 2025 alors que le nouveau matériel a déjà été acquis.



Un programme permettant la rétention des enseignants récents - Le Journal de Chambly

Jean-Christophe Noël



Stéphane Bergevin est le mentor de Marc-André Venne, à l'école secondaire de Chambly. (Photo : courtoisie)

Le nouveau programme mis de l'avant par le Centre de services scolaire des Patriotes vise à faciliter l'insertion professionnelle des enseignants détenant cinq ans ou moins d'expérience.

Le programme d'insertion professionnelle (Vie-IP) s'adresse aux nouveaux enseignants (0-5 ans d'expérience). C'est le premier programme en son genre au Québec. Il vise à accompagner les enseignants dans leur nouvelle profession et à s'assurer qu'ils restent et se développent. Initialement, l'initiative visait l'insertion professionnelle des enseignants non légalement qualifiés, sans brevet. Ceux-ci sont en croissance dans le réseau. Le Centre de services scolaire des Patriotes (CSSP) s'est aperçu en cours de route que le programme était utile pour le réseau entier. « Avec ou sans brevet, l'insertion professionnelle ne fait pas de discrimination », mentionne Nicolas Rousseau, conseiller pédagogique en insertion professionnelle au CSSP.

Des mentors à la rescousse

À travers ce programme, les enseignants sont accompagnés d'un mentor. Les mentors sont approuvés par leur direction et entérinés par le syndicat. « On cherche nos meilleurs modèles pour nos nouveaux », affirme le conseiller pédagogique. C'est Stéphane Bergevin qui se trouve à être le

mentor de Marc-André Venne à l'école secondaire de Chambly. M. Venne enseigne depuis deux ans. À titre d'enseignant d'éducation physique, il a dû compléter sa tâche en donnant des cours d'éthique et culture religieuse, loin de son champ d'expertise. Il devait concevoir les contenus. « C'était déconcertant sur le plan de mon efficacité et de ma confiance. Tu es un peu laissé à toi-même. Je me suis demandé si ce métier était fait pour moi », admet l'enseignant, qui a remis en question ses quatre années universitaires.

« Je me suis demandé si ce métier était fait pour moi. » – Marc-André Venne

Des rencontres utiles

L'an dernier, Marc-André Venne a été aidé à de multiples reprises, au besoin, par Stéphane Bergevin, qui comptabilise plus de 30 années de carrière. « Ça a été d'une grande utilité. Il me rassurait, m'offrait des mises en situation, me donnait de la rétroaction en assistant à mes cours », souffle M. Venne. Cette année, les rencontres avec son mentor sont devenues sporadiques.

Communiqué (s)



CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LAVAL

Des élèves du Mont-de-La Salle à l'honneur dans un stage international d'arts martiaux

23 mai 2024

Dans le dojo de l'école Mont-de-La Salle, la fin de semaine des 4 et 5 mai, se tenait un stage international d'Aikibudo et de Kobudo. Lors de cette occasion, des pratiquants et participantes des quatre coins de la province se sont donné rendez-vous, sous la direction d'un des plus hauts gradés de ces disciplines, Maître Paul-Patrick Harmant, reconnu internationalement.

Ces disciplines sont enseignées dans le dojo de l'école Mont-de-La Salle à plusieurs élèves de l'école, et ce, dans le cadre des activités parascolaires. Deux élèves, Nathan Sweeney (2e secondaire) et Seham Saadeh (5e secondaire), les deux ceintures vertes, ont fièrement participé à cette fin de semaine de pratique.



Deux élèves à l'honneur : Nathan Sweeney et Seham Saadeh, ceintures vertes, accompagnés de leurs professeurs, Jean Prieur, Sophie L'Italien et Gilbert Grou, posent ici fièrement avec Maître Paul-Patrick Harmant.

Pour plus d'information



Centre de services scolaire de Laval

955, boul. Saint-Martin Ouest

Laval Québec

Canada H7S 1M5

🌐 www.cslaval.qc.ca

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE MONTRÉAL

Cinq cents élèves font vibrer la Maison symphonique de Montréal

23 mai 2024



Plus de 1400 personnes ont vibré au rythme envoûtant de la musique classique à la Maison symphonique de Montréal, le vendredi 3 mai 2024, où quelque 500 élèves de la cinquième année du primaire à la cinquième secondaire des programmes de musique et d'arts des écoles FACE, Joseph-François-Perrault et Saint-Luc ont offert un concert grandiose digne des grands orchestres.

La soirée a été marquée par la prestation exceptionnelle des élèves, qui ont alterné entre différentes formations telles que le chœur, les orchestres à cordes, les orchestres à vents et percussions, l'orchestre symphonique et l'ensemble jazz. Chaque note jouée était l'aboutissement de mois, voire d'années, de pratique et de travail assidu des élèves et de leurs enseignantes et de leurs enseignants. Les jeunes instrumentistes et choristes ont en effet consacré d'innombrables heures à perfectionner leur art et à repousser sans cesse leurs limites pour atteindre l'excellence et vivre cette expérience artistique et pédagogique inoubliable.

« Cet événement incarne l'engagement inébranlable de notre communauté scolaire envers l'épanouissement de nos jeunes et l'excellence de l'éducation musicale enseignée au Centre de services scolaire de Montréal », a d'ailleurs souligné Isabelle Gélinas, directrice générale du Centre de services scolaire de Montréal.

Passion à l'unisson s'inscrit en effet dans la mission du Centre de services scolaire de Montréal visant à promouvoir et à valoriser l'éducation publique sur son territoire, à encourager la réussite des élèves et à contribuer au développement social, culturel et économique de la métropole.

Aux élèves, elle a tenu à partager ces mots inspirants : « vous avez l'opportunité de briller sur la scène prestigieuse de la Maison symphonique de Montréal, un privilège que peu de gens peuvent revendiquer à votre âge. Savourez chaque instant, laissez votre musique résonner dans les cœurs de celles et ceux qui vous écoutent et gardez en tête cette faculté que vous détenez pour inspirer et émouvoir ».

[Voir la galerie photos](#)

Animé par un grand chef

Le concert a été animé par Alain Trudel, tromboniste, chef d'orchestre de renommée mondiale et diplômé de l'école secondaire Joseph-François-Perrault. Alain Trudel, neuf fois finaliste aux prix JUNO, est directeur artistique de l'Orchestre symphonique de Trois-Rivières et du Toledo Symphony Orchestra, basé en Ohio, aux États-Unis.

Alors que l'éducation et la communauté font partie des piliers incontournables de sa carrière, il a tenu à souligner l'importance de l'enseignement musical dans la formation des jeunes. « Nous formons des êtres humains de qualité à travers la musique », a-t-il dit.

Julie Dessureault, directrice de l'école Joseph-François-Perrault, a exprimé sa fierté pour les élèves. « Quand je circule dans un corridor et que je les entends pratiquer, ça me donne encore des frissons ! La musique a vraiment le pouvoir d'accrocher des élèves et de les amener à persévérer dans la voie qu'ils ont choisie », a-t-elle confié.

Une passion commune

Stéphane Richard, directeur de l'école Saint-Luc, a souligné l'importance de l'unité dans la musique. « Le succès d'une œuvre commune, c'est le succès de tous ses membres, du plus expérimenté au moins expérimenté. C'est là où on réussit à aller toutes et tous ensemble », a-t-il affirmé.

Passion à l'unisson constitue une célébration de la diversité et de l'excellence des programmes musicaux des écoles publiques de Montréal. Cet événement témoigne de l'engagement des enseignantes et des enseignants, du soutien des parents et de la passion des élèves pour la musique, une passion qui transcende les frontières et rassemble les communautés.

« Unir notre passion commune et les talents de nos trois écoles a permis de réaliser quelque chose qui dépasse la portée habituelle de nos établissements respectifs, a d'ailleurs souligné Stéphane Abran, directeur de l'école FACE. La musique est un langage universel. Elle nous amène dans différents univers. Elle nous permet de passer d'un rythme à un autre, d'une émotion à une autre. Ensemble, à Passion à l'unisson, nous avons vécu cette expérience de manière tangible. »

Crédit photo: Mélanie Dusseault

Pour plus d'information



Centre de services scolaire de Montréal

5100, rue Sherbrooke Est, local 180

Montréal Québec

Canada H1V 3R9

www.csdm.qc.ca



CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU VAL-DES-CERFS Nouvelle école primaire à Farnham - Validation du projet

23 mai 2024



Le Centre de services scolaire du Val-des-Cerfs a reçu dernièrement l'ensemble des autorisations du ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) pour aller de l'avant avec la construction de leur 5e nouvelle école primaire, cette fois : à Farnham.

« Pour notre gouvernement, la construction et la rénovation des écoles font partie des priorités. Je suis très content pour les familles de Farnham et de Brome-Missisquoi. Les élèves méritent de belles écoles, modernes, lumineuses et stimulantes qui favorisent leur réussite éducative. Ce projet est une excellente nouvelle pour la région », a mentionné M. Bernard Drainville, ministre de l'Éducation.

« Je suis très heureuse de l'arrivée de cette troisième école nouvelle génération dans Brome-Missisquoi. Ce grand projet devient réalité grâce à un investissement de 27,3 M\$ de notre gouvernement. Les élèves, le personnel et les enseignants de Farnham évolueront dans un environnement lumineux, sain, dynamique et adapté à leurs besoins. Nos enfants pourront bénéficier d'un milieu éducatif qui stimulera leur esprit et où ils développeront un sentiment d'appartenance à leur communauté », déclare Isabelle Charest, députée de Brome-Missisquoi, ministre responsable du Sport, du Loisir et du Plein air.

« Nous nous réjouissons de la collaboration et l'engagement du ministère de l'Éducation et de la ville de Farnham, rendant possible la construction de cette autre école primaire sur notre territoire. Nos équipes des ressources matérielles préparent actuellement la mise en route du chantier », affirme Carl Morissette, directeur général du CSS du Val-des-Cerfs.

Investissement important pour le territoire

La contribution financière du MEQ sera de 27,3 millions de dollars (taxes nettes) sur la globalité du projet. La nouvelle école primaire sera située dans le Domaine du Sentier, à Farnham, au sud de la route 104. Cette nouvelle construction permettra de répondre à l'essor démographique constaté dans ce secteur.

Une pelletée de terre d'ici la fin de l'année scolaire

Une pelletée de terre officielle lançant les travaux est prévue au cours du mois de juin 2024. L'échéancier des travaux, quant à lui, suggère une mise en fonction de l'école pour l'année scolaire 2025-2026. Comme dans les processus précédents, des analyses ont été menées par différents experts, dont ceux du ministère et du centre administratif afin de vérifier la faisabilité du projet.

Coup d'œil sur la nouvelle école primaire

Le futur établissement scolaire de Farnham sera semblable aux autres écoles « nouvelles générations » mises en opération l'année dernière par le CSS du Val-des-Cerfs. L'école primaire disposera de 16 classes, d'une salle à manger, d'un gymnase, d'un carrefour d'apprentissage, d'une salle dédiée aux membres du personnel et de tous les espaces nécessaires au bon fonctionnement de la vie scolaire. Cette prochaine réalisation répond à toutes les normes ministérielles en termes d'économie d'énergie et de développement durable.

[Consultez tous les détails sur le site Web du CSS du Val-des-Cerfs.](#)

Lien vers l'ensemble de nos nouvelles constructions

[Nouvelles constructions | Centre de services scolaire du Val-des-Cerfs - Conjuguons nos forces ! \(gouv.qc.ca\)](#)

Pour plus d'information



CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE MARIE-VICTORIN Une nouvelle école sera construite à Brossard

23 mai 2024

Le Centre de services scolaire Marie-Victorin (CSS Marie-Victorin) a procédé à une pelletée de terre pour souligner la construction d'une nouvelle école, située sur la rue Châteauneuf à Brossard. L'événement réunissait notamment la députée de Laporte, Mme Isabelle Poulet au nom du ministre de l'Éducation, M. Bernard Drainville ainsi que Mme Doreen Assaad, mairesse de Brossard.

Ce nouvel établissement scolaire visera principalement à répondre à la demande grandissante à Brossard. Devant être finalisé pour la rentrée scolaire 2026, ce projet est rendu possible grâce à un investissement de plus de 45,2 M\$ du gouvernement du Québec.

Un projet dynamique

L'établissement scolaire comptera 32 classes. Le projet inclura également un gymnase double, une classe d'art, une classe de musique, un local de cuisine, une salle polyvalente avec un espace de scène ainsi que des espaces collaboratifs. La conception architecturale réalisée par la firme UN architecture se distinguera notamment par une façade dynamique avec des fenêtres aléatoires sur les façades extérieures.

« Les travaux amorcés aujourd'hui (10 mai) mèneront d'ici 2026 à un très beau projet d'avenir pour toute la communauté de Brossard et des environs! Pour moi, investir dans nos écoles, c'est permettre aux élèves de grandir dans des environnements adaptés à leurs besoins. À terme, cette nouvelle génération d'école primaire de 32 classes viendra non seulement offrir des espaces modernes et lumineux, mais surtout un milieu de vie stimulant où chaque élève pourra apprendre et atteindre son plein potentiel. »

- Citation de M. Bernard Drainville, ministre de l'Éducation

« Je suis très heureuse pour les familles et la population de Brossard. L'arrivée d'une nouvelle école au cœur d'une communauté représentée toujours un événement spécial. Je suis absolument certaine que les nombreux élèves qui viendront y passer leurs journées s'y sentiront confortables et qu'ils y vivront des moments mémorables. Félicitations à toutes les personnes qui ont rendu possible la mise du pied de ce projet rassembleur. »

- Citation de M^{me} Isabelle Poulet, présidente de séance et députée de Laporte

« Je suis bien consciente de la nécessité de répondre aux besoins pressants en infrastructures scolaires dans notre secteur en plein essor. Ce projet répond à la demande croissante d'éducation primaire au sein de notre région. Ce nouvel établissement comblera une lacune importante en fournissant des installations modernes et adaptées, essentielles à l'épanouissement des élèves et au développement de notre communauté locale. »

- Citation de Doreen Assaad, mairesse de Brossard

« Ce projet reflète notre engagement pour contribuer au bien-être de nos élèves, de notre communauté et de notre personnel. En construisant cette nouvelle école, nous créons un environnement propice à l'apprentissage, doté d'installations de qualité pour notre communauté éducative. Nous tenons à remercier nos partenaires de la Ville de Brossard et le gouvernement du Québec qui contribuent à construire les fondations solides de l'éducation pour les générations futures. Ensemble, écrivons le prochain chapitre de réussite pour nos élèves et notre communauté. »

- Citation de Gaëlle Absolonne, directrice générale du CSS Marie-Victorin

ÉQUIPE DE PROJET

- Gestion du projet : Développement des infrastructures scolaires du CSS Marie-Victorin
- Architecture : UN architecture
- Ingénierie mécanique/électrique : BPA
- Ingénierie en structure/civile : Stantec
- Architecture de paysage : Version paysage
- Entrepreneur : Le Groupe CIBS

Pour plus d'information



Centre de services scolaire Marie-Victorin
13, rue Saint-Laurent Est
Longueuil Québec
Canada J4H 4B7
🌐 www.csmv.qc.ca



CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES NAVIGATEURS
Isabelle Fortier, musicienne de l'OSQ, en visite à la Nacelle

23 mai 2024

Les élèves de l'école de la Nacelle ont eu la visite d'Isabelle Fortier, harpiste professionnelle et musicienne de l'Orchestre symphonique de Québec. En plus d'épater les élèves avec son instrument vraiment fort impressionnant, Isabelle a su captiver les élèves par l'histoire de la harpe et son évolution selon l'époque. Les élèves, les enseignant(e)s et même notre directrice ont pu essayer l'instrument! Ce fût une très belle semaine musicale.

--



Pour plus d'information



Centre de services scolaire des Navigateurs
1860, 1re Rue
Lévis Québec
Canada G6W 5M6
🌐 www.csdn.qc.ca

MESSAGE DE L'OQLF

NOUVEAU RAPPORT SUR LA SITUATION LINGUISTIQUE

(R.I.) L'Office québécois de la langue française publie le Rapport sur l'évolution de la situation linguistique au Québec, qui s'intéresse principalement à l'utilisation du français dans la sphère publique et présente des données à la fois pour l'ensemble du Québec et, pour la première fois, pour plusieurs régions.

Il décrit l'usage de la langue française chez les différents groupes linguistiques (francophones, anglophones et allophones) et rend compte de leurs comportements linguistiques.

En vertu de la Charte de la langue française, l'Office surveille l'évolution de la situation linguistique au Québec et doit en faire rapport tous les cinq ans au ministre de la Langue française.

Le rapport présenté se base principalement sur les études et les autres documents produits par l'Office au cours des cinq années précédentes, soit plus d'une douzaine de recherches portant, notamment, sur l'usage du français au travail, dans le commerce et dans l'espace public, ainsi que dans les domaines de l'éducation et de la culture.

Le nouveau rapport contient un grand nombre de données et présente, entre autres, 18 grands constats permettant de se familiariser avec les principaux phénomènes qui caractérisent le paysage linguistique du Québec.

Ces constats montrent que l'utilisation du français au Québec se fait dans un contexte où d'autres langues, au premier chef l'anglais, sont de plus en plus utilisées et que la situation linguistique dans la région de Montréal, en particulier, est préoccupante.

CITATION

«Les données publiées par l'Office démontrent que la situation du français au Québec ne s'améliorera pas sans une forte mobilisation de tous les acteurs de notre société, y compris les organisations. Notre gouvernement est constamment en action pour renverser le déclin du français. Nous avons agi lors de notre précédent mandat en adoptant la Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français, la plus importante réforme de la Charte de la langue française depuis 1977. Récemment, nous avons dévoilé notre plan d'action pour l'avenir de la langue française, ambitieux, transversal, et doté d'une enveloppe de 603 millions de dollars. C'est en prenant des mesures costaudes que nous pourrons assurer l'avenir de notre langue commune. Nous devons tout faire pour que les générations futures puissent elles aussi vivre et prospérer en français au Québec.»

FAITS SAILLANTS

Les données du rapport sont regroupées selon six grandes thématiques :

- le contexte démographique;
- la langue d'enseignement;
- l'utilisation des langues par la population dans l'espace public;
- les langues dans le domaine du travail;
- les langues dans le domaine du commerce;
- la langue des produits culturels.

La publication du Rapport sur l'évolution de la situation linguistique au Québec fait partie de la programmation de recherche 2019-2024 de l'Office.

Les travaux de planification de la prochaine programmation quinquennale de recherche, soit celle de 2024-2029, seront notamment basés sur les grands constats énoncés dans ce rapport.

Le Comité de suivi de la situation linguistique, composé notamment de spécialistes en démographie et en sociolinguistique venant du milieu universitaire, a contribué à l'élaboration de la programmation de recherche quinquennale et a soutenu l'Office dans ses travaux afin d'établir les assises nécessaires pour garantir la qualité des résultats présentés dans le Rapport sur l'évolution de la situation linguistique au Québec.

En vertu de la Charte de la langue française, l'Office québécois de la langue française a le mandat de surveiller l'évolution de la situation linguistique au Québec et d'en faire rapport tous les cinq ans au ministre de la Langue française.

L'Office a également pour mission d'assurer le respect de la Charte et de veiller à ce que le français soit la langue normale et habituelle du travail, des communications, du commerce, des affaires et, de concert avec le ministère de la Langue française, de l'Administration.

LIENS CONNEXES

[Rapport](#) sur l'évolution de la situation linguistique au Québec.

[Données](#) liées aux 18 grands constats du Rapport sur l'évolution de la situation linguistique au Québec.

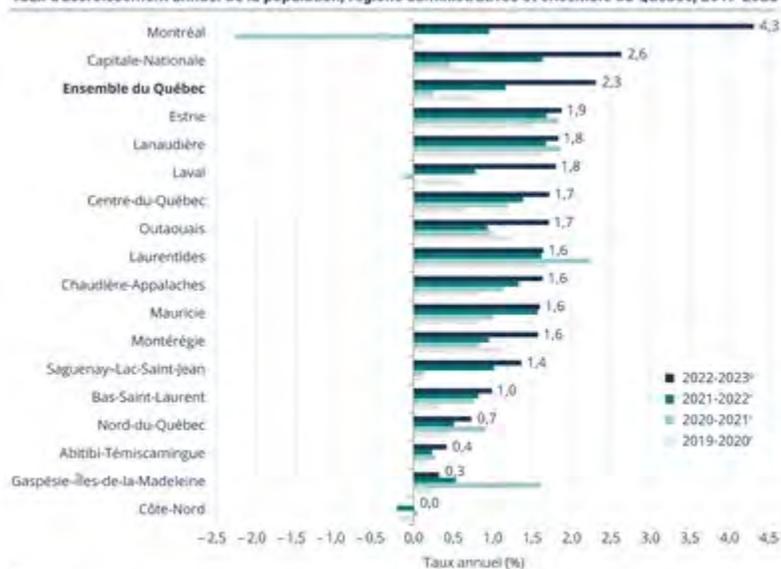
-/-/-/-/-/-

(R.I.) : communiqué que nous avons repris intégralement.

Croissance démographique record dans la moitié des régions du Québec, en particulier à Montréal

, /CNW/ - Presque toutes les régions administratives du Québec ont vu leur population s'accroître entre le 1^{er} juillet 2022 et le 1^{er} juillet 2023, et la moitié d'entre elles ont connu leur plus forte croissance depuis que les données sont disponibles à cette échelle, soit depuis 1986-1987. C'est notamment le cas de Montréal, qui affiche de loin la plus forte croissance de toutes les régions. La population de Montréal a augmenté de 89 600 personnes au cours de la dernière année, soit une croissance de 4,3 %, comparativement à 2,3 % dans l'ensemble du Québec. Jamais une région n'avait enregistré un taux d'accroissement annuel aussi élevé auparavant. À elle seule, la croissance de Montréal compte pour 44 % de la croissance totale observée au Québec durant l'année.

Taux d'accroissement annuel de la population, régions administratives et ensemble du Québec, 2019-2023



Sources
 Institut de la statistique du Québec,
 Statistique Canada, Estimations démographiques annuelles (régions infraprovinciales, mai 2024). Adaptation par l'Institut de la statistique
 du Québec.

La région de la Capitale-Nationale suit au deuxième rang pour ce qui est de la vigueur de sa croissance démographique en 2022-2023 (2,6%). Elle n'était jusque-là jamais montée aussi haut dans le classement.

Les taux d'accroissement ont aussi atteint des sommets dans les régions de l'Estrie, du Centre-du-Québec, de Chaudière-Appalaches, de la Mauricie, de la Montérégie, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Bas-Saint-Laurent. La croissance a aussi été importante dans Lanaudière, à Laval, en Outaouais et dans les Laurentides, sans toutefois représenter un record.

En comparaison, la croissance de la population a été plus modérée dans les régions du Nord-du-Québec, de l'Abitibi-Témiscamingue et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. La Côte-Nord est quant à elle la seule région où la population n'a pas augmenté entre 2022 et 2023. La population de cette région est toutefois restée stable, alors qu'elle avait souvent décliné au cours des années précédentes.

Une croissance soutenue par les migrations internationales, et particulièrement l'immigration temporaire

Les migrations internationales ont été le moteur de la croissance démographique au Québec en 2022-2023. Toutes les régions ont connu des gains records à ce chapitre au cours de la dernière année. Cette situation découle d'une hausse sans précédent du nombre de résidents non permanents (principalement des travailleurs étrangers temporaires, des demandeurs d'asile et des étudiants internationaux).

Une majorité de régions ont aussi connu une hausse du nombre d'immigrants admis à titre de résidents permanents, mais cette augmentation a été de bien moindre ampleur que celle enregistrée du côté des résidents non permanents.

Les migrations interprovinciales jouent quant à elles un rôle assez mineur dans le bilan démographique des régions, à l'exception de l'Outaouais, où elles sont une source de gains non négligeables depuis quelques années.

Les déménagements d'une région à une autre à l'intérieur du Québec continuent d'être défavorables à Montréal, qui a de nouveau perdu un bon nombre de résidents au profit des autres régions. Ces pertes sont toutefois largement compensées par les gains migratoires internationaux, d'où la forte croissance de sa population.

Les décès surpassent les naissances dans 10 des 17 régions

La plupart des régions ont connu une diminution de l'accroissement naturel de leur population en 2023 (différence entre les naissances et les décès), essentiellement en raison d'une baisse des naissances, puisque les décès n'ont généralement pas augmenté.

Dans 10 des 17 régions, les décès ont été plus nombreux que les naissances. C'est le cas depuis plusieurs années dans les régions où la population est la plus âgée, comme la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, le Bas-Saint-Laurent et la Mauricie, tandis que ce phénomène est tout récent dans d'autres, comme la Capitale-Nationale, l'Abitibi-Témiscamingue et le Centre-du-Québec.

Soulignons que même si les naissances demeurent plus nombreuses que les décès dans quelques régions, l'accroissement naturel y est souvent de faible ampleur et joue un rôle réduit dans l'accroissement de la population. Dans l'ensemble du Québec, l'accroissement naturel a été pratiquement nul dans la dernière année.

Des taux de fécondité à des niveaux historiquement bas

La fécondité a atteint un des plus bas niveaux de son histoire au Québec en 2023, soit 1,38 enfant par femme, tout juste au-dessus du creux de 1,36 enregistré en 1987. De même, la fécondité a diminué dans toutes les régions et se situe, dans plusieurs cas, parmi les plus faibles jamais observées.

C'est notamment le cas de Montréal, où l'indice de fécondité, qui est le plus faible de toutes les régions depuis plusieurs années, est descendu à 1,16 enfant par femme. À l'opposé, le Nord-du-Québec maintient une fécondité beaucoup plus élevée que les autres régions en dépit de la baisse de la dernière année, soit de 2,17 enfants par femme.

Exception faite du Nord-du-Québec, ce sont les régions du Centre-du-Québec et de Chaudière-Appalaches qui présentent la fécondité la plus élevée, suivies de près par l'Abitibi-Témiscamingue, Lanaudière et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Dans ces régions, la fécondité se situe entre 1,6 et 1,7 enfant par femme.

Pour en savoir plus

[Consultez les fiches démographiques des régions du Québec](#) 

[Voir les graphiques interactifs](#)  comparant les composantes démographiques des régions

Depuis 25 ans, l'Institut de la statistique du Québec produit, analyse et diffuse des informations statistiques officielles, objectives et de qualité sur différents aspects de la société québécoise. Il est le responsable de la réalisation de toutes les enquêtes statistiques d'intérêt général. La pertinence de ses travaux en fait un allié stratégique pour la prise de décision et une source d'information incontournable pour toutes les personnes qui désirent en connaître davantage sur le Québec.

Relations avec les médias

Centre d'information et de documentation

Tél. : 418 691-2401

ou 1 800 463-4090 (sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)

Courriel : cid@stat.gouv.qc.ca

Site Web de l'Institut : statistique.quebec.ca 

- Consulter le [calendrier des diffusions](#)  à venir
- S'abonner aux [alertes courriel](#)  pour connaître les mises à jour de statistiques

 Consulter le contenu original pour télécharger le multimédia : <http://www.newswire.ca/fr/releases/archive/May2024/22/c0203.html>

Le gouvernement du Canada publie sa première stratégie intégrée de cybersécurité

English

NOUVELLES FOURNIES PAR

Gouvernement du Canada →

22 mai, 2024, 15:52 ET

OTTAWA, ON, le 22 mai 2024 /CNW/ - Au cours des dernières décennies, les organismes publics et les gouvernements de tout le pays sont devenus de plus en plus dépendants du monde numérique pour offrir des programmes et services. Alors qu'elle permet une prestation de services plus rapide et de meilleure qualité, la dépendance aux technologies de l'information signifie que le gouvernement du Canada, comme tous les autres organismes des secteurs public et privé dans le monde, fait l'objet de cybermenaces constantes et persistantes.

Bien qu'il existe déjà des mesures de protection et des procédures efficaces, il est nécessaire de les renforcer en permanence pour détecter, interrompre et prévenir les cybermenaces et assurer la protection des renseignements et des biens du gouvernement.

Aujourd'hui, l'honorable Anita Anand, présidente du Conseil du Trésor du Canada (SCT), a dévoilé la première **Stratégie intégrée de cybersécurité du gouvernement du Canada**. Cette stratégie est soutenue par un investissement de 11,1 millions de dollars sur 5 ans prévu dans le budget de 2024 pour sa mise en œuvre.

La stratégie décrit une approche pangouvernementale proactive pour veiller à ce que le gouvernement puisse lutter rapidement et efficacement contre les cybermenaces et éliminer les vulnérabilités dans l'ensemble du patrimoine numérique du gouvernement. La stratégie vise à protéger les systèmes gouvernementaux, à protéger les renseignements des Canadiennes et des Canadiens et à améliorer la résilience du gouvernement numérique afin

d'assurer la prestation continue de services numériques sûrs et fiables. Pour y parvenir, la stratégie repose sur les 4 objectifs stratégiques suivants :

1. Expliquer clairement les risques liés à la cybersécurité et leurs incidences;
2. Prévenir les cyberattaques et y résister plus efficacement;
3. Renforcer les capacités et la résilience à l'échelle du gouvernement afin de se préparer de manière proactive à des événements liés à la cybersécurité, d'y répondre et de s'en remettre;
4. Favoriser l'émergence d'une main-d'œuvre diversifiée au sein du gouvernement, dotée des compétences et des connaissances en matière de cybersécurité.

La mise en œuvre immédiate des objectifs stratégiques commencera par la première phase visant à soutenir :

- l'établissement d'un système centralisé d'évaluation assorti d'évaluations indépendantes et d'examens approfondis de la cybersécurité des ministères afin de cerner les risques et de les classer par ordre de priorité;
- la création d'une plateforme fédérée de gestion intégrée des risques permettant d'établir des priorités et de produire des rapports fondés sur des données, en tant qu'élément clé d'un système plus large de gestion du portefeuille de l'entreprise;
- l'établissement d'un programme pangouvernemental de gestion de la vulnérabilité pour permettre un processus coordonné de divulgation des vulnérabilités et mettre l'accent sur les personnes, les processus, les politiques et la technologie;
- la formation d'une nouvelle équipe mauve qui imitera les techniques utilisées par les responsables des menaces malveillantes contre les systèmes gouvernementaux afin de tester et de vérifier de manière proactive les éventuelles lacunes en matière de sécurité.

Le SCT continuera de travailler avec ses partenaires, notamment Services partagés Canada et le Centre de la sécurité des télécommunications Canada, afin d'intervenir efficacement en cas de cyberévénements et de s'en remettre rapidement, et de maintenir la prestation continue des programmes et des services gouvernementaux pour les Canadiennes et les Canadiens.

Citations



« Dans un monde où le numérique est de plus en plus notre réalité, nous devons veiller à ce que nos systèmes restent à l'abri des cybermenaces et à ce qu'ils offrent aux Canadiennes et aux Canadiens des programmes et des services de la plus haute qualité. Pour y parvenir, nous annonçons la première stratégie intégrée de cybersécurité du GC en son genre, qui nous aidera à gérer les risques, à prévenir les cyberattaques, à renforcer notre résilience et à cultiver une solide culture de la cybersécurité. Ensemble, avec nos partenaires, nous nous efforcerons de soutenir une infrastructure numérique robuste et moderne tout en veillant à ce que notre main-d'œuvre dispose des talents et des connaissances nécessaires pour favoriser la cybersécurité. »

- *L'honorable Anita Anand, présidente du Conseil du Trésor*

« Le gouvernement du Canada doit intervenir avec rapidité et efficacité pour contrer les cybermenaces et assurer la protection des données des Canadiennes et Canadiens. Dans un monde de plus en plus numérique, cette nouvelle stratégie de cybersécurité offre des directives claires qui nous aideront à prévenir les cyberattaques, à y répondre et à nous en remettre. Grâce à cette stratégie, nous renforçons la résilience de nos systèmes et protégeons les informations des Canadiens et Canadiennes. »

- *L'honorable Bill Blair, ministre de la Défense nationale*

« Alors que le contexte des risques liés à la cybersécurité évolue, nous devons nous adapter aux nouvelles menaces et aux nouveaux défis en travaillant avec l'ensemble des organisations gouvernementales à l'adoption de mesures cohérentes et efficaces. La Stratégie intégrée de cybersécurité du GC permettra d'offrir des outils numériques et des services gouvernementaux modernes, sécurisés et accessibles, qui protègent mieux les Canadiennes et les Canadiens. »

- *L'honorable Jean-Yves Duclos, ministre des Services publics et de l'Approvisionnement*

Faits en bref



- Les outils de cyberdéfense du gouvernement du Canada comprennent les exercices de simulation du [Plan de gestion des événements de cybersécurité](#) et la surveillance de la sécurité du site Web du gouvernement.
- Le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, le Centre de la sécurité des télécommunications Canada et Services partagés Canada collaborent pour protéger le gouvernement du Canada contre les cybermenaces.
- L'annexe A de la stratégie présente les indicateurs de rendement clés dont il faut faire rapport.
- D'autres mesures comprennent les initiatives pangouvernementales de Services partagés Canada visant à renforcer les mesures de protection de la cybersécurité pour les systèmes et l'infrastructure de TI du gouvernement du Canada.

Produits connexes

- [L'Ambition numérique](#)
- [Plan de gestion des événements de cybersécurité du gouvernement du Canada](#)
- [Stratégie nationale de cybersécurité](#)
- [Document d'information sur la Stratégie intégrée de cybersécurité du gouvernement du Canada](#)

Restez branchés

Twitter : [@SCT_Canada](#)

Facebook : <https://www.facebook.com/SCTCanada>

LinkedIn : <https://www.linkedin.com/company/tbs-sct/>

SOURCE Gouvernement du Canada

Renseignements: Personnes-ressources (médias) : Myah Tomasi, Attachée de presse, Cabinet de la présidente du Conseil du Trésor du Canada, myah.tomasi@tbs-sct.gc.ca, 343-543-7210; Relations avec les médias, Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, Téléphone : 613-369-9400, Sans frais : 1-855-TBS-9-SCT (1-855-827-9728), Courriel : media@tbs-sct.gc.ca

